

100

LE MONS

mettre en rapport avec le syndicat par une annonce parue samedi dans le journal « Provincia de Angola ».

...a envoyé un télégramme au président de la République, afin d'exprimer ses « chaleureuses félicitations pour son discours courageux et insensé ».

mettre en rapport avec le syndicat par une annonce parue samedi dans le journal « Provincia de Angola ».

● **A l'Assemblée nationale** : le plus dur reste à faire

[illegible]

de déclarer la session
crist, M. EDGAR
te les députés à réfi-
l'intercession, aux
er de l'expérience ré-
t au fonctionnement
nt. Il constate, pour sa
en ce dernier est in-
pour réper les grands

ment afin
prochaine
se déroule
conditionna.

Avant de
M. Edgar F.
de l'Assemblée
rendu par
nel pénitent
dans des
une décision
rer avec lui
l'ordre a. —

ANALYSE DU SC

ONT VOTE

R :

U.D.R.,
taine.

in. (sur 173);	3 DEPUT.
in. (sur 630);	PRIS P.
in. (sur 521);	4 U.D.R.
in. (sur 181);	line N.
Audiot, Boudon,	et Edg.
ier, Chassagne, Cha-	dant de
rouzet, Duvallet,	national
ies, Godon, Honnet-	1 non-insc.
UTES ONT VOTE	suff.
ETRE :	5 DEPUT.
liastes et radicaux de	EXCUS.
ne (sur 105);	1 U.D.R.
in. (sur 749);	2 répr. ind.
in. (sur 181);	3 réform.
Brun, Cernac, Cor-	menay
entille, Drapier,	menay
ebert et La Folle	Servan-
UJ;	1 non-insc.

[illegible]

ER DES CHARGES
e les obligations pour
t public et chaque
ale au titre de l'in-
de la culture confor-
missions du service
ment par la diffu-
sion lyrique, drama-
tiques, produites par
festivals ou entre-
prises culturelles sub-

LI détermine leurs
un titre de l'action
de la coopération.
ne les règles aux-
soumise la publicité
ect des limites pré-

ette loi et en fixant
n maximale de
itaires pouvant pro-
ne annonceur

tion du produit de
entre l'établissement
sociétés nationales
à l'annexion de

des charges de
urs, les avenants qui
éventuellement les
r l'année suivante.

ous du premier mi- et à ceux de

سید احمد علی

est définitivement adopté

Journal de 1950

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

La querelle sur l'«impôt négatif» ou le jeu des trois familles

Par GILBERT MATHIEU

TOUJOURS à l'affût d'un nouveau truc, notre collaboration économique consomme quantité de mots inédits : en matière d'idées et de techniques, aussi bien qu'en économie. Le vocabulaire économique est comme il peut se composer : nous le construisons à l'usage d'une discipline parfois difficile. Le résultat n'est pas toujours heureux : telle recette d'origine n'est finalement qu'un rapetot banal, l'attention du lecteur a une simple mise à jour d'une technique usée.

Par trop pauvres pour être taxées ou leurs revenus ne peuvent pas être utilisés adéquatement, les paysans ont le droit, elles n'ont pas, en effet, la possibilité de déduire le crédit d'impôt auquel elles ont droit.

On peut encore de remplacer certaines prestations sociales (ou avantages sociaux) par une subvention d'Etat calculée sur des bases plus équitables. C'est

à cette troisième famille que se rattache, pour l'essentiel, le plan Berber de 1972 (dit « Tax-Credit-System »), qui fut longtemps étudié par une commission parlementaire, mais jamais voté. C'est à elle aussi qu'appartiennent les tentatives américaines. C'est à elle, enfin, que pense appartenir le groupe de travail du Plan français, publique Christian Bouteau estime (2) qu'on pourrait remplacer de la sorte les allocations familiales, l'aide minimale aux vieux, les allocations aux handicapés, l'aide sociale... ce transfert concernant au minimum, selon lui, dix millions de foyers.

Deux idées simples

Pourquoi l'usage a-t-il regroupé sous le même sigle des réalités différentes ? C.O.D.E., qui vient de publier une étude comparative sur le sujet (3), ne pose pas la question. Mais on peut répondre que les spécialistes ont rapproché trois réalités : des formes fautes ou budgétaires qui valent en commun :

— De tenter une compensation entre une partie du coût que le citoyen doit à la collectivité (impôt ou cotisation sociale) et une partie du coût qu'il en reçoit (prestations, subventions, prestations sociales) ;

— De vouloir proportionner au revenu des citoyens les avantages (ou dédommements) que la collectivité leur accorde, qu'il s'agisse de prestations familiales, de Sécurité sociale ou d'établissements fiscaux. Car — n'en déplaise aux partisans transatlantiques — le système français est un système ad hoc de dédommement des cotisations de la Sécurité sociale — par tout dans le monde s'effritent la volonté de mieux modifier l'aide collective en fonction des ressources des bénéficiaires.

On ne reprocherait pas ces vulgarismes d'avoir été ainsi simplifiés le jeu, confondant sous le même sigle trois familles de solutions : le pédagogique et effectivement une contrainte, mais il est grand temps d'apporter des nuances aux spécialistes habituels, à l'évidence, les avantages et les inconvénients de la formule ne sont pas les mêmes selon qu'il s'agit d'un impôt négatif généralisé ou d'un impôt négatif d'une des deux variantes « plus simples, voire d'un genre même retenue un peu des deux techniques, comme ce fut le cas de l'ancien Berber.

(1) Voir notamment, dans le Monde du 27 avril, l'article en faveur de l'impôt négatif. (2) Christian Bouteau, *Le jeu des trois familles*, éd. du Seuil, 1974, 128 pages, 12 francs. (3) L'impôt négatif sur le revenu, 2 pages, 10 francs (C.O.D.E., 5 rue d'Alsace, Paris-10).

Pour abrégé, contentons-nous de trois exemples :

1) L'impôt négatif vise-t-il à remplacer tout le système d'aide sociale ou seulement telle ou telle prestation particulière ?

S'il a pour but de remplacer tout le dispositif en place, l'affaire est capitaliste dans les pays (France, Pays-Bas, États-Unis, Grande-Bretagne), qui possèdent un système étendu de protection des catégories défavorisées ; l'enjeu est beaucoup moins important ailleurs.

Dans le premier cas, il faut apporter une nuance à la solution des cinq problèmes essentiels, dont dépend le résultat de l'opération, progrès ou régression sociale :

— Le MONTANT GLOBAL des sommes en question : la prestation des familles « triennales » qui ont lancé la formule est grande, bien entendu, de profiter de l'occasion pour réduire la volée des prestations sociales, à leurs yeux de faible efficacité économique. Serait-ce contraire « progressiste » une substitution qui viserait à augmenter les transferts sociaux pour mieux répartir le revenu national.

— La fixation du REVENU MINIMUM GARANTI : la question est de savoir si, par ce biais fiscal, un nouveau SMIC élargi ; il est beaucoup moins important si l'objectif est d'augmenter les transferts sociaux et d'augmenter le revenu national.

— La définition des BÉNÉFICIAIRES : la mise en place de la loi des grands droits est une « offre d'Etat », si considérable qu'elle a une aide globale qui remplace toutes les prestations sociales actuelles ; de leur présence ou non sur les listes dépend, d'une certaine façon, leur droit à la vie, élargissant des vieux (ou des très jeunes) des handicapés, des malades... Si, au contraire, l'aménagement ne donne droit qu'à une prestation limitée, la question perd de son acuité.

(Lire la suite page 10, 2^e col.)

Une nouvelle politique agricole à l'affût du consommateur ?

A LORS que les missions conjonctionnelles arrêtées au cours de la deuxième quinzaine de juillet, tant à Bruxelles qu'à Paris, n'ont pas démenties, le groupe paysan, le ministre de l'Agriculture, M. Bonnet, a fait mettre à l'étude par ses services ce qui pourrait déboucher sur une nouvelle politique agricole. Deux idées sont à la base de cette réflexion : l'agriculture moderne doit être insérée plus complètement dans les mécanismes économiques ; les paysans les plus défavorisés doivent être plus particulièrement soutenus. Et, au bout du compte, il s'agit de rapprocher la production des exigences de la consommation.

« Une France économiquement forte, cela implique nécessairement, pour moi, une agriculture puissante et dynamique. La qualité des hommes, la richesse des sols, font que cet objectif est à l'indéniable à notre portée. Je dirai même qu'il est déjà en grande partie atteint. »

Exposé par M. Giscard d'Estaing, cette considération peut se résumer brièvement de la façon suivante : les paysans français ont globalement atteint la parité de revenu avec les autres catégories sociales. Donc, il faut aider les plus défavorisés. Il convient au contraire de cesser d'apporter des concours aux agriculteurs les plus riches. Le langage politique des gouvernements, toujours par nature, ne s'autorise pas les raccourcis ; c'est néanmoins sur ces chemins

que se sont engagés M. Bonnet et son cabinet, avec pour objectif une paysannerie prospère, bien intégrée dans les rouages économiques nationaux.

Pour l'instant, le ministre de l'Agriculture nous a assuré qu'il n'était pas question de faire de nouvelles lois d'orientation agricole qui viendraient rajouter celles de 1960 et 1962. Il se réfère à l'accumulation ininterrompue de textes législatifs, car trop nombreux, mais nous, ils sont tous sortis à l'oubli plus qu'à l'application. En revanche, le ministre pense que le moment est venu de faire le point de ce qui a été fait depuis douze ans et d'initier la politique agricole française vers certains objectifs.

Moderniser les structures

Quels sont ces objectifs ? En simplifiant, on peut les résumer à deux :

— LA POURSUITE DE LA MODERNISATION DES STRUCTURES DE PRODUCTION, en clair, l'accroissement de la taille des exploitations. La ruralité reste un arrosage fonction, dans la plupart des entreprises, du nombre d'hectares mis en valeur. Or, la situation des terres par le départ d'agriculteurs âgés va être ralentie, car ce sont les « classes croisées » des années 1910-1920 qui sont à la tête de la retraite. En outre, les indemnités viagères de départ (I.V.D.) ont été distribuées, depuis 1963, à la quasi-totalité de ceux qui pouvaient en bénéficier ; plus de quatre cent quarante mille exploitants. Il s'agit donc d'ouvrir un champ d'avenir au marché des terres agricoles, qui est déjà passablement perturbé par la spéculation.

Cela serait possible en donnant aux SAPR (Sociétés d'aménagement fon-

cier et d'établissement rural) les moyens de « traiter » par hectare un ar (c'était en fait l'un des objectifs du VI^e Plan), alors qu'elles placent aux alentours de 80 000 hectares. Le ministre étudie, en outre, les possibilités de libérer des terres :

— Soit en subordonnant l'attribution aux retraités du Fonds national de solidarité à la cessation complète d'exploitation ; curieusement, ce n'est pas le cas actuellement ;

— Soit en permettant les engagements anticipés de libération de terres. Ces mesures pourraient être complétées par l'augmentation des aides à la création professionnelle, c'est-à-dire de primes de reconversion pour les agriculteurs encore jeunes, dans l'exploitation à peu de chance d'être jamais rentable. Enfin, M. Bonnet sous-entend que les agriculteurs rattachés à l'I.V.D. lorsqu'ils ne l'ont pas demandé avant soixante ans.

S'adapter à la consommation

— L'INTÉGRATION DE LA PRODUCTION AVEC LA DISTRIBUTION ET LA CONSOMMATION. Le ministre étudie la possibilité de faire participer les producteurs aux responsabilités de l'équilibre de leurs produits : « Dés-

loper notre agriculture ne signifie pas se laisser engager dans l'importation de produits étrangers à n'importe quel prix. Le ministre de l'Agriculture, M. Bonnet, a déclaré : « L'objectif est d'obtenir des produits de qualité, à un prix qui permette de couvrir les coûts de production. »

Le prix des produits varierait en fonction de leur qualité, celle-ci étant contrôlée « par une action qui sera exécutée à celle que le président de la République, lors de sa tournée, a menée en matière d'hygiène ». Ce « modèle » pourrait répondre à la création de groupements inter-professionnels par produits, analogues aux « producteurs agricoles » néerlandais qui, unissant en relation les producteurs de produits, des transformateurs et des commerçants, représentent leur secteur d'une extrême à l'autre de la chaîne de production.

La formulation de ces objectifs est, au demeurant, fort ancienne dans le contexte de la crise agricole actuelle, car le dialogue social de certaines catégories d'agriculteurs — éleveurs, arboriculteurs — est exécuté. Ainsi, la mise en œuvre de ce qui pourrait être finalement une N.P.A. (nouvelle politique agricole) devra passer par une médiation constante des revenus réels des exploitants qui permettra de modifier des mesures d'accompagnement, voire social de cette N.P.A. L'aspect le plus original serait de donner une garantie de ressources minimum aux producteurs.

Toutefois, l'idée qui a été lancée par le ministre de l'Agriculture est, en fait, une réflexion complexe des mécanismes de la politique agricole commune. Vraisemblablement, le projet d'abandonner la politique agricole commune, plus facile à réaliser, en revanche, est la conséquence d'une réflexion de court terme. Les prix pourraient être sélectifs en fonction de leur objet et de la personne à qui ils sont destinés.

ALAIN GIRAUDO.

(Lire la suite page 10, 3^e col.)

BULLETIN

Taux d'intérêt : une accalmie possible

Les hautes des taux d'intérêt ont été terminées. Aux États-Unis, le taux privilégié des grandes banques (prime rate), qui augmentait pratiquement tous les quinze jours pour atteindre récemment 12 %, est resté stationnaire depuis deux semaines ; on a même enregistré depuis deux mois, pour le premier fois, une contraction de l'encours des crédits bancaires à New-York, dont la forte progression avait alarmé les autorités monétaires américaines et entraîné de leur part une action restrictive. Sur le marché des euro-dollars, une détente sensible vient de faire baisser les taux de 14 % à 12 1/2 %. À Paris, la Banque de France a limité à 14 % la hausse du taux de l'argent sur le marché monétaire, tandis qu'à Grande-Bretagne le gouvernement fait appliquer une baisse du taux, pour freiner le reflux de l'économie. Les euro-dollars commencent à fléchir sur le marché des capitaux, et, chose nouvelle, certains d'entre eux se situent maintenant à moyen terme, alors que, jusqu'à présent, ils ne se plaçaient qu'à court terme.

Tous ces phénomènes concordent à laisser prévoir une baisse durable des taux ? C'est peu probable. Dans l'ensemble, car, une déflation est probable, après le flambée des devises, mais, à plus longue échéance, leur fléchissement de nature à entretenir ou même la tension.

Tout d'abord le politique restrictive du crédit, avec des taux élevés, est l'arme principale, parfois la seule, de l'arme anti-inflationniste utilisée par les gouvernements. En Allemagne fédérale, le Bundesbank s'efforce à maintenir l'argent « rare et cher ». Aux États-Unis, M. Burns, président de la Réserve fédérale, se refuse à dire le seuil à lutter contre l'inflation. En France, on projette seulement de faire baisser les taux à court terme pour favoriser les emprunts à long terme.

Enfin et surtout, l'O.C.D.E. prévoit pour 1975 une hausse modérée de l'indice mondial des prix de 3 %, contre 0,5 % en 1974. Cette légère accalmie, combinée avec une inflation persistante, sera suffisante pour créer de nouvelles tensions au niveau des approvisionnements et des prix d'intérêt.

Une explication sociologique de l'inflation

Le corps social, divisé, se dispute les fruits de la croissance

Par BRUNO DUREUX (*)

LES causes de l'inflation sont-elles multiples ? Ne confond-on pas ce phénomène mal connu avec ses effets ? Initiation par la demande, inflation par les coûts, inflation importée, inflation de croissance, inflation par la création monétaire, auto-inflation des prix et des salaires. On a tout dit sur le sujet. En poursuivant une exploration de l'inflation, c'est-à-dire la hausse des prix, trouve son origine dans l'attachement permanent des groupes sociaux pour maintenir ou élargir leur part de la richesse nationale. Tous les mécanismes économiques par lesquels l'inflation se répand ne sont que les effets variés des tactiques ou des stratégies adoptées par les différents groupes.

L'idée que l'inflation est l'expression d'une compétition n'est pas neuve. Henri Aulic la proposait en 1959, dans un article d'une grande rigueur (1), « une hypothèse de travail : l'inflation, conséquence négative du comportement des groupes sociaux ».

L'économiste britannique Slichter déclarait au début de l'année 1968 que l'inflation est avant tout un problème politique et d'un caractère déguisé un problème administratif beaucoup plus qu'un problème économique.

Aujourd'hui, nombre d'auteurs ou d'observateurs de la scène économique admettent cette interprétation. Dans son rapport sur les effets de l'inflation

tion, l'Association des grandes entreprises françaises note que l'inflation « a un effet dévastateur sur le corps social, dont elle fait déchoir le consensus ». Nous pensons que la causalité est exactement inverse, que c'est bien l'attachement des groupes à se maintenir ou à élargir leur part de la richesse nationale, qui engendrent l'inflation. Mais le rapprochement est fait. J. Boleman écrit dans un récent éditorial de l'« Économiste » que la hausse des prix allemands et français se traduit politique et sociale. La société française est

plus divisée que la société allemande... Cette réflexion aborde effectivement le fond de la question.

Le thème de l'inégalité, source de l'inflation, a été développé par la causalité de la gauche aux dernières élections présidentielles. C'est une thèse au fond assez proche des précédentes. Lorsqu'une coupe de la société considère la répartition des revenus inégale, elle n'a pas de raison d'acquiescer à l'ordre en vigueur. Les mécanismes de l'inflation ne se déclenchent alors, qui engendrent presque sûrement une dose supplémentaire d'inflation.

(*) Ancien élève de l'École polytechnique.

Avec les armes classiques de toute rivalité...

La richesse nationale (ou mondiale) est le fruit d'une activité collective qu'il faut répartir entre les diverses catégories : actifs, inactifs, salariés, non-salariés, entreprises du secteur industriel, du secteur commercial, du secteur bancaire, grandes entreprises, petites entreprises, détenteurs de capitaux, etc. Les économies capitalistes libérales offrent l'essentiel de cette répartition au marché dont les mécanismes réguliers assurent en principe l'équilibre. En fait, cet équilibre est rarement atteint et appelle constamment d'importantes mesures correctives de la part des pouvoirs publics.

Pourquoi ? Parce que les agents économiques ne se comportent pas, comme le postulent la plupart des théories, de manière rationnelle dans un univers où l'information serait parfaitement fluide et transparente. Le jeu économique fonctionne au contraire avec les armes classiques de toute rivalité et en particulier à coups de ruse, de secrets, de demi-vérités. La répartition actuelle des fruits de la croissance dans nos économies résulte d'une succession d'escarrouches, de conflits ouverts ou de situations de force qui la plupart du temps, ont été arbitrés par l'inflation.

(Lire la suite page 10, 3^e col.)

Une explication sociologique de l'inflation

(Suite de la page 9.)

expliciter les mécanismes d'action à court terme tant ils leur paraissent compliqués. Du coup, ils découraient l'usage de la politique monétaire à court terme, car nul ne peut réellement la maîtriser. Leur recommandation : ne pas faire croire à moyen et long terme la hausse monétaire plus vite que la croissance réelle ; tout excédent se traduirait inévitablement et intégralement en hausse du niveau général des prix.

« Là aussi, on a le sentiment d'une exploitation très inopportune. Si l'augmentation trop rapide des liquidités engendre l'inflation, qu'est-ce qui provoque cette augmentation excessive ? Les banques, de leur propre chef ? Les banques, stimulées par... les pouvoirs publics ? Les banques, sollicitées par le secteur industriel ? Voilà les questions de fond dont on se doute bien qu'elles ne trancheront une réponse satisfaisante.

■ LES APPROCHES DE L'INFLATION PAR LE BIAS DES DESAJUSTEMENTS SECTORIELS ET GÉOGRAPHIQUES, des hétérogénéités, des blocages localisés paraissent plus riches, bien qu'on ne peut développer. Le professeur Parrozz en est un ardent promoteur : l'inflation sectorielle fait voir, selon lui, la juxtaposition possible de zones inflationnistes et de zones neutres ou même déflationnistes. L'excès d'offre monétaire, caractéristique de l'inflation, est une résultante

des balances sectorielles : il n'est intelligible que si l'on connaît les types et itinéraires des changements proposés.

qui finissent des joies d'inflation » (2). Et, plus loin : « Si — comme faire si doit — on adapte la vue essentielle selon laquelle l'inflation est due à la lutte entre détenteurs de pouvoir d'achat pour le partage d'un produit réel insuffisant pour les satisfaire tous ensemble, on tombe très justement, selon nous, sur niveaux d'aspiration, sur niveaux d'attente, sur capacités de demande.

Cette analyse ouvre les voies d'une véritable compréhension de l'inflation, à condition de ne pas considérer seulement les secteurs d'activité « comme des combinaisons imparfaitement plastiques de biens de capital réel, de travaux courants qualifiés, spécialisés ».

mais aussi comme des ensembles dont certains intérêts convergent, notamment face à l'inflation.

La maîtrise des prix compromet-elle l'emploi ? Si l'inflation résiste fondamentalement, des oppositions d'intérêt entre groupes sociaux, est-ce à dire que la désinflation passe inévitablement par la défile des salaires, et plus précisément des ouvriers et des employés dont la vulnérabilité ne s'efface pas in

plus forte ? Le plan de « refroidissement » présenté par M. Fourcade, en juin dernier, tente de répartir au mieux le poids de l'austérité en faisant donner les trois armes, monétaire, budgétaire et fiscale, compétées d'une protection spéciale pour les moins favorisés. Il s'agit toujours de mesures techniques. Elles ou peuvent venir à bout du fiasco qu'il aide d'une violence très forte. Or, pour lui, il n'y a pas de sens à la politique.

accord sur le partage du produit national. L'efficacité d'un programme de lutte contre l'inflation doit s'apprécier en fonction de la réponse qu'il fournit à la cause profonde de l'inflation. Le seul égard des mesures techniques est, à cet égard, insuffisant.

BRUNO DURIEUX,

(2) *Economie appliquée*, Numéro 2, avril-juin 1969.

Une nouvelle politique agricole ?

(Suite de la page 9.)

Les deux critères pourraient conduire :

Cet ensemble n'est encore qu'un cane-

vas sur lequel la toile sera tissée peu à peu. Toutefois, quelques remarques s'imposent dès à présent. On retrouve, pour l'essentiel dans cette ébauche, des idées défendues depuis plusieurs années par le C.N.J.A. (Centre national des jeunes agriculteurs : l'exploitation familiale reste la poutre maîtresse de cette charpente, bien que les mortaises en soient désormais à la responsabilité personnelle... Bref cette N.D.A.

Jusqu'à présent, il n'a pas été possible de les faire se joindre. La nouvelle équipe gouvernementale y arrivera-t-elle ? Ce serait un changement ! D'habitude qu'après avoir glissé de la rue de Varenne vers les hôtels professionnels de l'avenue Marceau et de l'avenue

George-V, le centre d'impulsion de la politique reviendrait au ministre. Reste à savoir si M. Bounet — et derrière lui le chef de l'Etat — aura les moyens de sa politique, car il devra opérer à vif, et le malade se tord déjà de douleur.

ALAIN GIRAUDO.

10

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés.)

1

IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

emplois féminins

Dans le cadre de son expansion internationale
LA SOCIÉTÉ WALRAND
 (produits plastiques grand public et produits
 industriels), s'adonne

cherche

L'ASSISTANTE MARKETING

de son Directeur Commercial

Ce poste convient à une jeune femme 25 ans minimum, niveau d'études commerciales supérieures et maîtrise parfaite de la langue française. Le candidat devra être capable de travailler avec les grandes distributions (3 ans),

- Maîtriser l'anglais commercial allemand,
- Habileté commerciale humaine, Sense des responsabilités, Ouvre du travail en équipe, Multitasking, Méthode et créativité,
- Excellente présentation.

MISSION :

- Assister France et étranger, Etablissements, plans marketing, Publicité, promotion des ventes,
- Gérer les relations avec les différents agents (doublement) du C.A. en 3 ans.

Rémunération DÉP. minimum : 14.800 F. suivant expérience.

Envoyer C.V. et photo à M. COUTIAS,
WALKLAND, 21 rue du Grand-Picard, PARIS-11.

Société Américaine de
Travail Temporaire

Kelly Girl

recrute des Secrétaires et
Généralistes bilingues
Nécessitant un diplôme
Très haut niveau
Agence Ordo
8, rue du Helder 92
130 45 49

ou
Agence Montparnasse
Tour Maillot-Montparnasse
Tél. 49 18 74, 49 09 36

Masse - Collaborateur journal-
ruch, le fille, prêt, jardin-
d'enfants ou éducatrice, pro-
fesseur de trois langues inter-
nales à Mexico à part système. 197

URGENT

Env. n° 6312 à la Mode et Pul-
s & rue d'Italie, 75207 Paris

**BILINGUAL
SECRETARIES**

proposit. c

**Write with C.V. to IBM
EUROPE, Personnel
Services 5-10, Cité du Refuge,
Paris 12.**

s d'emploi

REPRISES

CATEGORIES
SCRIPES et COMMERCIAUX.
(écrites et parlées).

AGENTS ou
bien établis, qualifiés,
pour l'accomplissement d

ons, ingénieur C.N.A.M.,
marketing. Expérience
ement, distribution de
négoiation et établis-

autos-vente

Science 5 ans : mainte-
radio U.E.F. et fil. labo.
toriste, mise en service

icien électrique, 30 ans.
parif. Expérience B.E.
seering (chandronnerie).
ingénieur d'affaires ou

**SPECIALISEE
S ET CADRES
PARIS CHEVEX CO.
-61-66.**

COMMERCIAL

ts industriels
ateur, organisateur et
aire.
e commerciale
the

COMMERCIALE ou
DES VENTES
CHÉ-PRESSE
r. 19002 PARIS.

Centre Etoile
pour vous loger
vous

- 20.000 exemplaires
- une douzaine, précieuses
- un extrait personnel
- des conseils juridiques

SANS AUCUN ENGAGEMENT

Service gratuit de

15^e STUDIOS

EXCELLENT PLACEMENT
PRIX FERME et DEFINITIF
Librairie éclairée 74 - Créteil
L.G.E. 11, rue de Tolérance
92475-75 - 92476-01

**appartem.
vente**

Paris. — CAUSE DÉPAR
A VENDRE 20.000 F ou
10.000 L. E. MINGUET

Dipl. Harvard Ec. et psycho.
 Indust. et Chém. expér. export
 et marché franc. et poste de
 1^{er} post. publ. France et étranger.
 Act. P.-H. Appt 1 A, 56, Rue
 DE LA POMPE, PARIS XVI^e.

DIPLOME SUPER. D'ETUDES JURIDIQUES

**DIPLOME DU COLLEGE DE
L'EUROPE DE BRUXELLES**
**EXPERIENCE DE RELATIONS
ET DE PROBLEMES
FINANCIERS INTERNATION.**
fr., angl., cour., 2 franc., ital.
marc., cherche : SITUATION.

référence FRANCE - ITALIE.
Lic. n° 937, « le Monde » Pub.
r. des Italiens, 75427 Paris-P.

1. *Staphylococcus aureus* (S. aureus) is a Gram-positive, spherical bacterium. It is a facultative anaerobe, meaning it can grow with or without oxygen. S. aureus is a common cause of skin infections, such as abscesses, boils, and impetigo. It can also cause more serious infections, such as pneumonia, sepsis, and endocarditis.

Journal de 1950

LES MARCHÉS FINANCIERS

GRANDE-BRETAGNE

La Bourse de Londres a vu le cours de la livre sterling se relever de 1/2 point à 2,28 par dollar, contre 2,27 1/2. Le cours du franc suisse s'est élevé à 1,25 par franc suisse, contre 1,24 1/2. Le cours du dollar américain s'est élevé à 2,28 par dollar, contre 2,27 1/2. Le cours du yen japonais s'est élevé à 160 par yen, contre 159 1/2.

LONDRES

Le marché des actions a été calme, avec une légère hausse des cours. Le cours de la British Petroleum s'est élevé à 1,25 par action, contre 1,24 1/2. Le cours de la Shell s'est élevé à 1,25 par action, contre 1,24 1/2. Le cours de la ICI s'est élevé à 1,25 par action, contre 1,24 1/2.

B. A. L. O.

Le marché des obligations a été calme, avec une légère hausse des cours. Le cours de la British Petroleum s'est élevé à 1,25 par obligation, contre 1,24 1/2. Le cours de la Shell s'est élevé à 1,25 par obligation, contre 1,24 1/2. Le cours de la ICI s'est élevé à 1,25 par obligation, contre 1,24 1/2.

ÉTATS-UNIS

Le marché des actions a été calme, avec une légère hausse des cours. Le cours de la General Motors s'est élevé à 1,25 par action, contre 1,24 1/2. Le cours de la Ford s'est élevé à 1,25 par action, contre 1,24 1/2. Le cours de la Chrysler s'est élevé à 1,25 par action, contre 1,24 1/2.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

Le marché des actions a été calme, avec une légère hausse des cours. Le cours de la General Motors s'est élevé à 1,25 par action, contre 1,24 1/2. Le cours de la Ford s'est élevé à 1,25 par action, contre 1,24 1/2. Le cours de la Chrysler s'est élevé à 1,25 par action, contre 1,24 1/2.

COUS DU DOLLAR À TOKYO

Le marché des actions a été calme, avec une légère hausse des cours. Le cours de la General Motors s'est élevé à 1,25 par action, contre 1,24 1/2. Le cours de la Ford s'est élevé à 1,25 par action, contre 1,24 1/2. Le cours de la Chrysler s'est élevé à 1,25 par action, contre 1,24 1/2.

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Shell	125	124 1/2
British Petroleum	125	124 1/2
ICI	125	124 1/2
General Motors	125	124 1/2
Ford	125	124 1/2
Chrysler	125	124 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Shell	125	124 1/2
British Petroleum	125	124 1/2
ICI	125	124 1/2
General Motors	125	124 1/2
Ford	125	124 1/2
Chrysler	125	124 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Shell	125	124 1/2
British Petroleum	125	124 1/2
ICI	125	124 1/2
General Motors	125	124 1/2
Ford	125	124 1/2
Chrysler	125	124 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Shell	125	124 1/2
British Petroleum	125	124 1/2
ICI	125	124 1/2
General Motors	125	124 1/2
Ford	125	124 1/2
Chrysler	125	124 1/2

BOURSE DE PARIS — 26 JUILLET — COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
Shell	125	124 1/2
British Petroleum	125	124 1/2
ICI	125	124 1/2
General Motors	125	124 1/2
Ford	125	124 1/2
Chrysler	125	124 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Shell	125	124 1/2
British Petroleum	125	124 1/2
ICI	125	124 1/2
General Motors	125	124 1/2
Ford	125	124 1/2
Chrysler	125	124 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Shell	125	124 1/2
British Petroleum	125	124 1/2
ICI	125	124 1/2
General Motors	125	124 1/2
Ford	125	124 1/2
Chrysler	125	124 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Shell	125	124 1/2
British Petroleum	125	124 1/2
ICI	125	124 1/2
General Motors	125	124 1/2
Ford	125	124 1/2
Chrysler	125	124 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Shell	125	124 1/2
British Petroleum	125	124 1/2
ICI	125	124 1/2
General Motors	125	124 1/2
Ford	125	124 1/2
Chrysler	125	124 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Shell	125	124 1/2
British Petroleum	125	124 1/2
ICI	125	124 1/2
General Motors	125	124 1/2
Ford	125	124 1/2
Chrysler	125	124 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Shell	125	124 1/2
British Petroleum	125	124 1/2
ICI	125	124 1/2
General Motors	125	124 1/2
Ford	125	124 1/2
Chrysler	125	124 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Shell	125	124 1/2
British Petroleum	125	124 1/2
ICI	125	124 1/2
General Motors	125	124 1/2
Ford	125	124 1/2
Chrysler	125	124 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Shell	125	124 1/2
British Petroleum	125	124 1/2
ICI	125	124 1/2
General Motors	125	124 1/2
Ford	125	124 1/2
Chrysler	125	124 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Shell	125	124 1/2
British Petroleum	125	124 1/2
ICI	125	124 1/2
General Motors	125	124 1/2
Ford	125	124 1/2
Chrysler	125	124 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Shell	125	124 1/2
British Petroleum	125	124 1/2
ICI	125	124 1/2
General Motors	125	124 1/2
Ford	125	124 1/2
Chrysler	125	124 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Shell	125	124 1/2
British Petroleum	125	124 1/2
ICI	125	124 1/2
General Motors	125	124 1/2
Ford	125	124 1/2
Chrysler	125	124 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Shell	125	124 1/2
British Petroleum	125	124 1/2
ICI	125	124 1/2
General Motors	125	124 1/2
Ford	125	124 1/2
Chrysler	125	124 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Shell	125	124 1/2
British Petroleum	125	124 1/2
ICI	125	124 1/2
General Motors	125	124 1/2
Ford	125	124 1/2
Chrysler	125	124 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Shell	125	124 1/2
British Petroleum	125	124 1/2
ICI	125	124 1/2
General Motors	125	124 1/2
Ford	125	124 1/2
Chrysler	125	124 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Shell	125	124 1/2
British Petroleum	125	124 1/2
ICI	125	124 1/2
General Motors	125	124 1/2
Ford	125	124 1/2
Chrysler	125	124 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Shell	125	124 1/2
British Petroleum	125	124 1/2
ICI	125	124 1/2
General Motors	125	124 1/2
Ford	125	124 1/2
Chrysler	125	124 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Shell	125	124 1/2
British Petroleum	125	124 1/2
ICI	125	124 1/2
General Motors	125	124 1/2
Ford	125	124 1/2
Chrysler	125	124 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Shell	125	124 1/2
British Petroleum	125	124 1/2
ICI	125	124 1/2
General Motors	125	124 1/2
Ford	125	124 1/2
Chrysler	125	124 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Shell	125	124 1/2
British Petroleum	125	124 1/2
ICI	125	124 1/2
General Motors	125	124 1/2
Ford	125	124 1/2
Chrysler	125	124 1/2

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
Shell	125	124 1/2
British Petroleum	125	124 1/2
ICI	125	124 1/2
General Motors	125	124 1/2
Ford	125	124 1/2
Chrysler	125	124 1/2



UN JOUR DANS LE MONDE

2. LE VOTE DE LA COMMISSION
CONTRE M. NIZOU
- 3-4. LA RENDEZ-VOUS
D'UN RESEMBLANT À CHYPRE
4. AFRIQUE
— La décolonisation des terri-
toires portugais d'outre-mer.
— RHODÉSIE : les élections
législatives ont lieu sans véritable
alternative.
- 4-5. EUROPE
— GRANDE-BRETAGNE : face
aux anti-européens, M. James
Callaghan a lancé le contre-
offensive de l'acte de la loi du
travail.
5. PROCHE-ORIENT
— ISRAËL : à Chajon, les
colonnes saoudiennes ont été
repoussées par les forces de l'armée.
— LA DÉFENSE POLITIQUE INTERNATIONALE
par une déléguée militaire.
- 5-7. POLITIQUE
— L'extension de l'Organisation
des Nations Unies.
7. FEUILLETON
— La Cade de César.
8. JUSTICE
— L'extension de l'Organisation
des Nations Unies.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE PAGES 8 ET 10

- La question du travail démen-
sité, le jeu des trois
familles.
- Une nouvelle politique agri-
cole à l'avenir du ministère
de l'Agriculture.
- Une explication économique
du chômage, le rôle de la
monnaie.
- Une détermination : une économie
positive.
- 12-13. ARTS ET SPECTACLES
— FESTIVALS : Bayreuth, Ar-
gent, Orphee.
- CULTURE : M. Hittler
annonce la définition d'une
politique de la culture.
- 16. SPORTS
— ATHLÉTISME : les Français
se redonnent aux championnats
de France.
- ESCRIME : les Français ont
présenté leur meilleure
équipe aux championnats de
France.
- 17. RELIGION
— Des châtiments de carême
dans les « doges »
de l'opérette.
- 18. MÉDECINE
— Au Brésil, l'épidémie de
maladie sanguine s'aggrave.
- 19. ÉDUCATION
— A Fribourg, après les « re-
pétitions », les « collégiens ».
- Les groupes de travail et le
mode « rétro » en pédagogie.
- 19. EMPLOI ET RESSOURCES
— ENVIRONNEMENT : à La
Roche, les ordres commencent
à paraître.
- CORSE : l'identité régio-
nale à l'ordre du jour de
l'université d'Aix.
- 20. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE
— CONJONCTURE : inquiétude
et menace des petits patrons
au Mont-Blanc.
- AFFAIRES : l'un ou l'autre
d'importants accords pétroliers
ont été conclus.
- LE MALAISÉ PAYSAN :
M. Giscard d'Estaing reçoit
les grands propriétaires terri-
ers.

LIRE ÉGALEMENT RADIO-TELEVISION (11-13) ; Car- tels (11) ; Informations pratiques (11) ; Journal officiel (11) ; Météorologie (11) ; Mots croisés (11) ; Phrases (11)

Le numéro du « Monde » date
28-29 juillet 1974 a été tiré à
488 513 exemplaires.

Votre voiture immobilisée ?
Louez-les chez Eurocar
Pour réserver : 565.21.23

A B C D E F G H

A Moscou M. Georges Marchais s'est entretenu avec M. Brejnev

Moscou (A.F.P.). — M. Leonid Brejnev, secrétaire général du P.C. soviétique, a reçu, le samedi 27 juillet, à Moscou, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C. français, qui passe des vacances en U.R.S.S. L'entretien, qui a duré dans le cadre des échanges de vues dénués de toute portée officielle, a été consacré à la fraternité cordiale et d'entente profonde qui caractérise les rapports entre les deux partis, à l'indépendance nationale.

Les deux hommes se sont entretenus des problèmes internationaux et des rapports franco-soviétiques. Évoquant les travaux de la conférence européenne sur les communications et les télécommunications, M. Brejnev a souligné que les deux interlocuteurs ont estimé que l'attachement rapide des relations de coopération internationale de ce type, qui implique la défense politique internationale par une déléguée militaire.

En ce qui concerne les relations entre Paris et Moscou, M. Brejnev et Marchais ont souligné que

Au Vietnam Les forces de Saigon se trouvent dans une situation difficile au sud de Da-Nang

Les combats se poursuivent depuis maintenant plus d'une semaine dans le secteur de Da-Nang, au sud de Da-Nang, où les forces communistes ont lancé une offensive contre les forces de Saigon. Les forces de Saigon se trouvent dans une situation difficile au sud de Da-Nang.

Les forces de Saigon ont lancé une offensive contre les forces communistes. Les forces de Saigon se trouvent dans une situation difficile au sud de Da-Nang.

LA SOCIÉTÉ TESSIER FAIT APPEL DE LA DÉCISION DE RÉGLEMENT JUDICIAIRE

A la suite de notre information (le Monde a du 11 juillet) concernant deux nouvelles entreprises qui déposent leur bilan, la société Tessier a fait appel de la décision de règlement judiciaire.

LA C.G.T. DÉCLARE AVOIR ENREGISTRÉ 250 000 ADHÉSIONS NOUVELLES DEPUIS LE 1^{er} JANVIER

La C.G.T. déclare avoir enregistré 250 000 adhésions nouvelles depuis le 1^{er} janvier. Les effectifs de la C.G.T. étaient au 1^{er} janvier 1974 de 2 340 000, dont 300 000 étaient des adhésions nouvelles.

LA NOUVELLE-ZÉLANDE ANNONCE UN ESSAI NUCLÉAIRE FRANÇAIS DE FORTE PUISSANCE DANS LE PACIFIQUE

Le premier ministre néo-zélandais, M. Norman Kirk, a déclaré samedi 27 juillet, à la Chambre des Représentants, que la France a annoncé qu'elle allait effectuer un essai nucléaire de forte puissance dans le Pacifique.

En Uruguay LES MILITAIRES PRENNENT LE CONTROLE DES ENTREPRISES NATIONALISÉES

Montevideo (A.P., U.R.L.). — Le gouvernement de M. Juan María Bordaberry a annoncé, le samedi 27 juillet, la nationalisation des entreprises nationales de l'Uruguay.

Plusieurs attentats par explosif ont été commis en France

Plusieurs attentats par explosif, dont des attentats à la dynamite, ont été commis en France.

Des difficultés entre les deux familles

Après une enquête sérieuse, qui a permis de constater la constance de ses sentiments, une manifestation d'admiration a eu lieu à Paris.

TREIZE MORTS À GOUSSAUVILLE LE 3 JUILLET 1973 Les causes de l'accident du Tupolev-144 sont indéterminées déclare la commission d'enquête

La commission française d'enquête et les experts soviétiques ont conclu que les causes de l'accident du Tupolev-144 sont indéterminées.

MARC N'A PAS ENCORE ÉTÉ RENDU À SA MÈRE Les responsables de l'aide sociale à l'enfance du Rhône estiment que les époux Bellin-Robert se sont mis « dans la plus grande illégalité »

Lyon. — Depuis le 1^{er} juillet, date à laquelle le jeune Marc, placé en garde depuis 1967 par le service de l'aide sociale à l'enfance, a été rendu à sa mère, les responsables de l'aide sociale à l'enfance du Rhône estiment que les époux Bellin-Robert se sont mis « dans la plus grande illégalité ».